

A light blue map of the African continent is shown. The country of Burkina Faso is highlighted in a solid red color. The map includes white outlines for the borders of all African countries.

**Burkina Faso
Luxembourg**

**COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT**

Mai 2018



Contenu

04	BURKINA FASO, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU BURKINA FASO
08	CHIFFRES
10	ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU BURKINA FASO
12	COOPÉRATION BILATÉRALE
20	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
21	COOPÉRATION RÉGIONALE
24	COOPÉRATION AVEC LES ONG
25	ACTION HUMANITAIRE
26	FINANCE INCLUSIVE ET SECTEUR PRIVÉ
29	CONTACTS

Burkina Faso, vue d'ensemble



185 / 188

Indice de développement humain

18 646 433

Population

82,3

Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

20

Installations
d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

620 USD
RNB/habitant

2,9 %

Taux d'accroissement de la population

5,8

Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

60

Espérance de vie
à la naissance

0,2

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

85 / 1000
Mortalité infantile

5,4

Enfants/femme

107 %

Taux de fertilité
chez les adolescents

33,7
Inscription à l'école secondaire (% brut)

274 220 km²

Superficie

- Intervention de la Coopération luxembourgeoise
- ★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg et bureau LuxDev à Ouagadougou, Burkina Faso
- Forêts classées



La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.



ACTIONS

Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

SECTEURS

Les principaux secteurs d'intervention sont dans le domaine social :



Santé



Éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles



Développement local intégré

THÉMATIQUES TRANSVERSALES



Genre



Gouvernance



Environnement et changement climatique

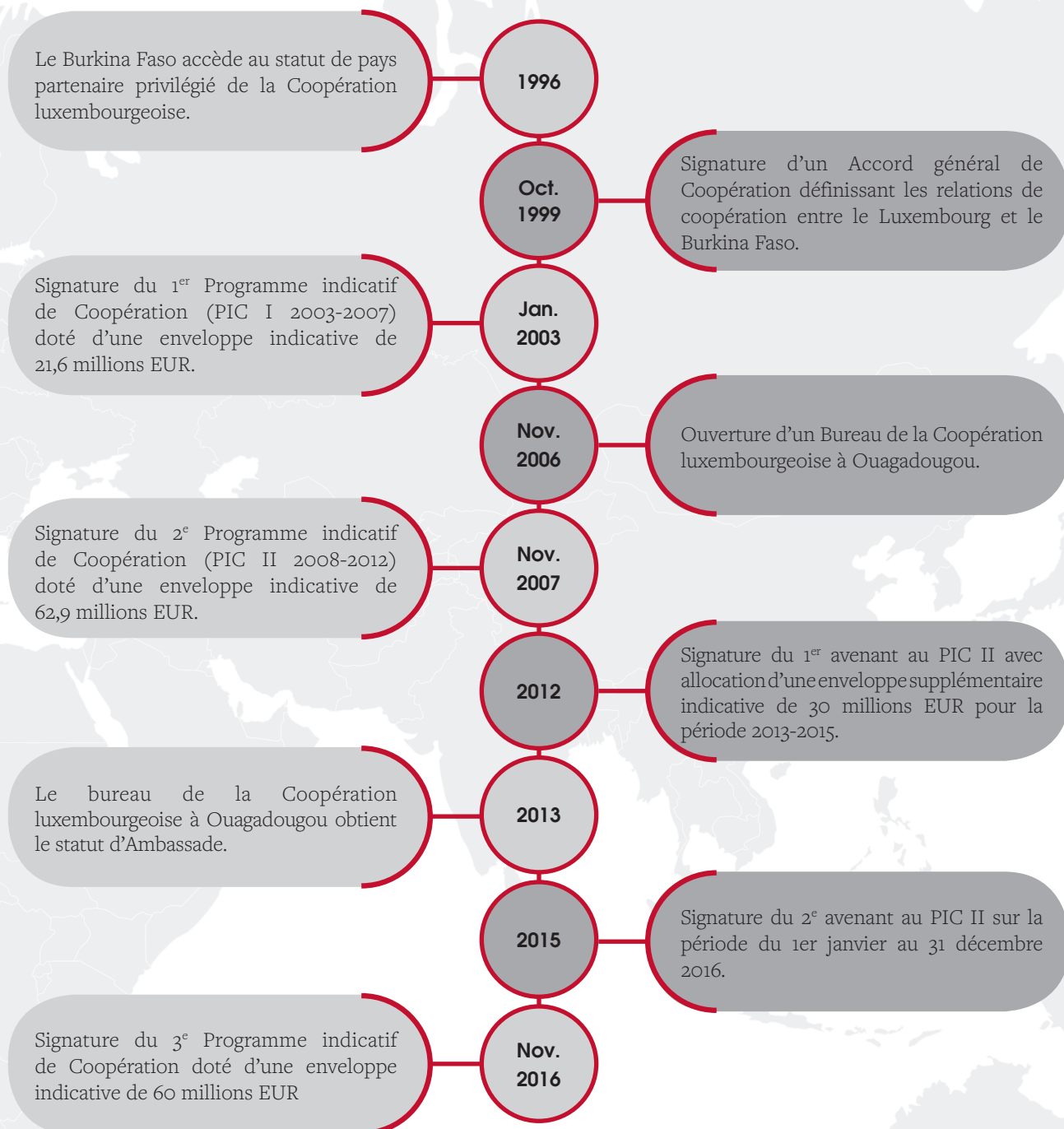
CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires ;
- concentration sectorielle ;
- esprit de partenariat pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC).
→ le tout s'inscrivant dans un esprit de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- depuis 2009, le Luxembourg consacre 1 % de son RNB à l'aide publique au développement ;
- entièrement basée sur des dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre, selon une approche de partenariats, par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire qui se décline par : l'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires/naturelles et à des conflits violents, la transition, la prévention et la résilience.

La Coopération luxembourgeoise au Burkina Faso



Secteurs prioritaires



Éducation, enseignement et formation techniques et professionnelles



Gestion durable des ressources naturelles



Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Code projet	Titre	Exécution	Budget total EUR
2012 - 2018	BKF/018	Programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels au Burkina Faso	LuxDev	10 000 000
2012 - 2018	BKF/019	Programme d'appui au secteur forestier du Burkina Faso (PASF)	LuxDev	11 000 000
2016 - 2020	BKF/021	Appui au développement des TIC au Burkina Faso	LuxDev	22 300 000
2018 - 2022	BKF/023	Appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique (en formulation)	LuxDev	17 000 000
2018 - 2021	BKF/024	Projet de Récupération et valorisation des espaces pastoraux (en formulation)	LuxDev	5 000 000
2018 - 2020	BKF/025	Programme d'appui pour la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) (en formulation)	LuxDev	7 000 000
2018 - 2021	BKF/026	Appui à la politique sectorielle de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (APOSE/EFTP) et de son nouveau Plan d'action opérationnel triennal (PAT) (en formulation)	LuxDev	13 000 000
2016 - 2022	-	Mandat « Agri+ » - Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali	SOS Faim	*3 524 650

* montant du mandat « Agri+ » alloué au Burkina Faso

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Exécution	Budget total EUR
2018 - 2019	Jeunesse entreprenante et citoyenne	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	1 500 000
2018 - 2021	Autonomisation, accès à la santé sexuelle et reproductive et meilleure implication des femmes et jeunes vulnérables dans la protection de l'environnement et la prévention et gestion de conflits au Burkina Faso	Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)	5 000 400

3. Coopération régionale

Durée	Titre	Exécution	Budget total EUR
2013 - 2018	Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire mondiale (CSU)	UE-LU-OMS	13 000 000
2013 - 2018	Partenariat entre la BCEAO et la House of Training/ATTF	House of Training/ATTF	300 000
2010 - 2018	Union africaine - Axis	Union africaine	300 000
2017 - 2022	Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique	FMI/AFRITAC Ouest	5 000 000
2018 - 2020	Gestion d'urgence et de sécurité sanitaire des aliments	FAO	950 000
2016 - 2020	FEVE III - Lutte contre le VIH/Sida	ENDA Santé	5 338 148

4. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2016-2018	Construction internat pour filles	Fondation Dr Elvire Engel	349 458
2017-2018	Prise en charge et soutien des femmes vivant avec le VIH/SIDA	Fondation Dr Elvire Engel	82 154
2016-2018	Formation de jeunes déscolarisés	Fondation Dr Elvire Engel	550 743
2016-2018	Complexe scolaire à Zambélé	Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer	490 303
2017-2019	Productions agro-pastorales, Kongoussi	Le Soleil dans la Main	660 522
2017-2019	Appui à l'éducation dans la commune de Koudougou, Bangre Veenem	Le Soleil dans la Main	837 590
2016-2018	Programmes de développement intégré de diocèses, projet de conservation des eaux, appui aux enfants orphelins et autres enfants vulnérables victimes du VIH/SIDA	Chrétiens pour le Sahel	3 905 640
2017-2019	Renforcement des capacités dans la politique d'assainissement, construction d'habitations durables, de latrines et de greniers	Croix-Rouge luxembourgeoise	771 970
2017-2019	Contribution à la réduction de l'exploitation sexuelle des enfants	ECPAT	195 200
2018-2021	Assurer la souveraineté alimentaire et l'autonomie économique des communautés, défense de leurs droits humains	Frères des Hommes	217 927
2016-2020	Infrastructure pour la santé de base et l'éducation sanitaire	Fondation Raoul Follereau	1 344 000
2018-2022	Plan stratégique de développement de la médecine physique et réadaptation	Handicap International Luxembourg	696 000
2014-2018	Développement rural, production agricole, intermédiaires financiers du secteur informel et semi-formel	SOS Faim-Action Solidarité Tiers Monde	1 695 400

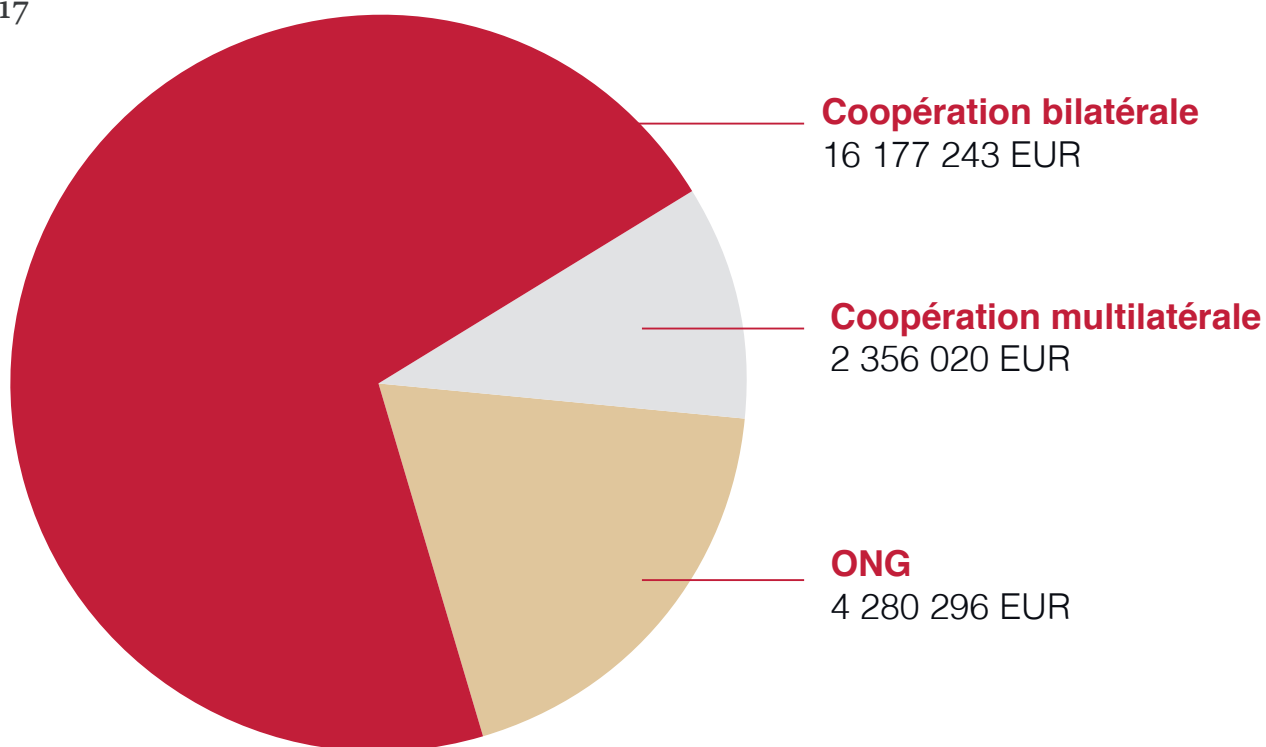
5. Action humanitaire

Durée	Titre	Organisation	Budget total EUR
2017	Projet d'assistance en habitat, d'hygiène et d'assainissement sur le site d'accueil de Kpéré en faveur de plus de 600 personnes	Croix-Rouge luxembourgeoise	120 000

ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU BURKINA FASO

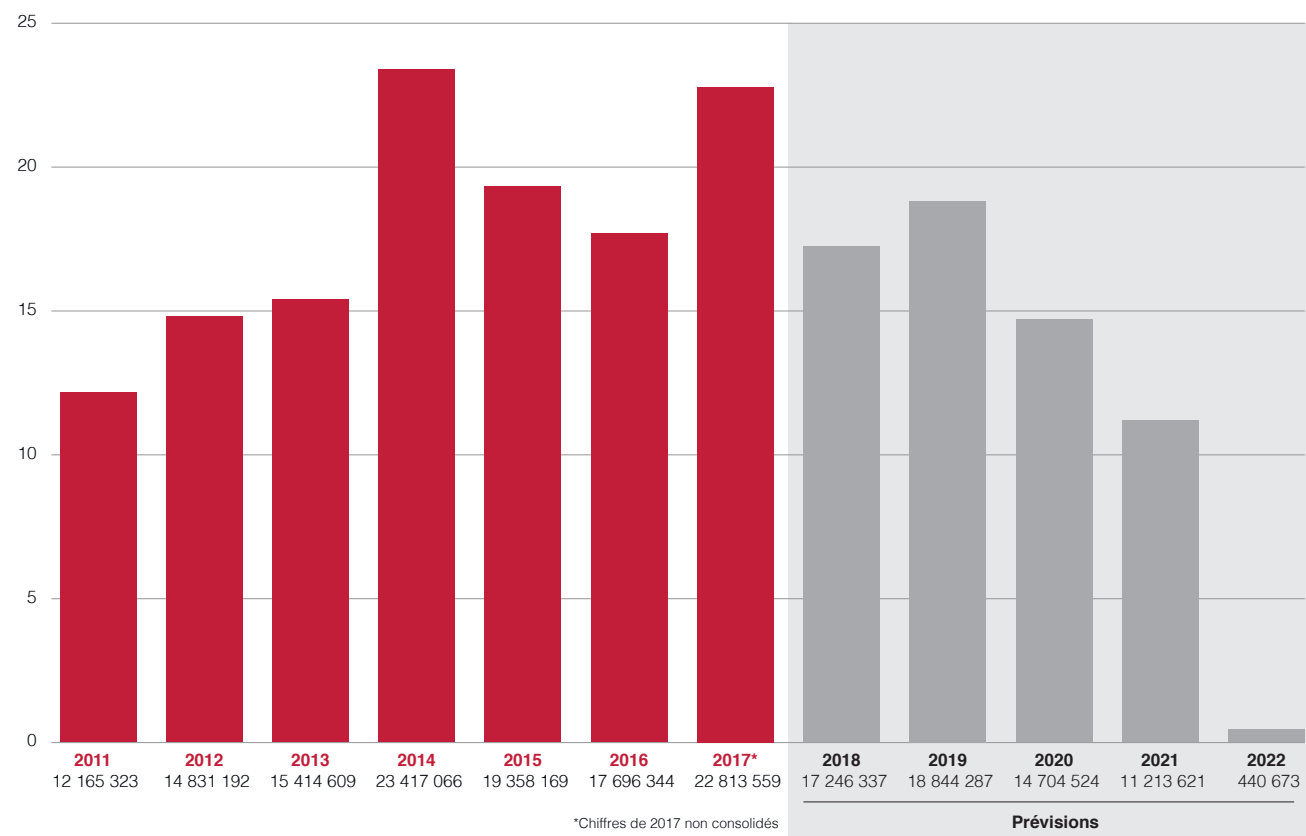
Distribution de l'aide

2017



Évolution de la mise en œuvre

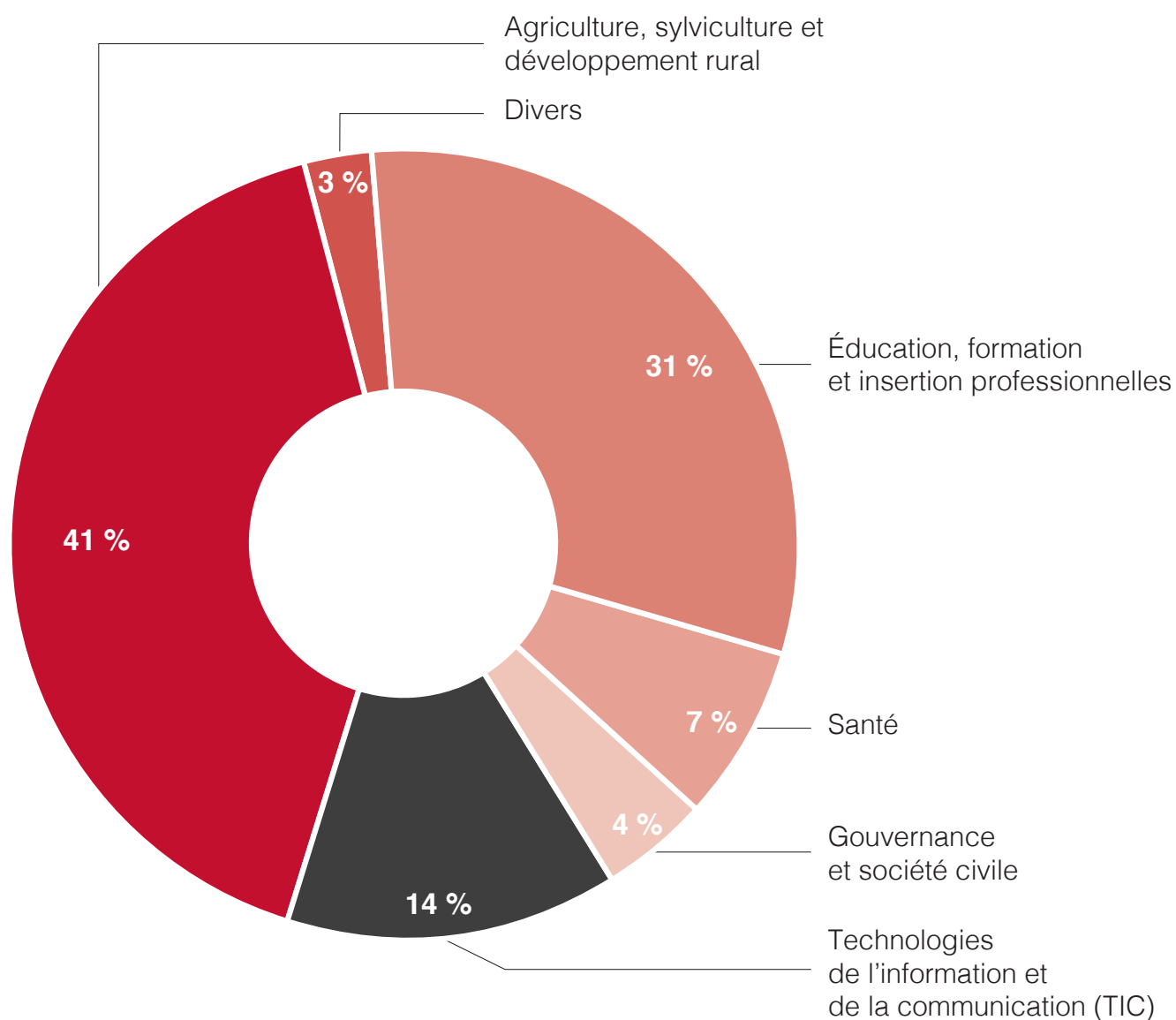
millions EUR



Aide par secteur

Coopération au développement

Burkina Faso 2017-2021 : 128 millions EUR



Programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnelles (EFTP) au Burkina Faso



2012 - 2018

BKF/018

Pour la Coopération luxembourgeoise, le programme BKF/018 témoigne de l'intérêt porté au secteur de la formation professionnelle au Burkina Faso. Il s'insère dans une nouvelle approche qui consiste à s'aligner sur la politique nationale du pays. Outre l'aspect de l'alignement, cette démarche est originale du fait de la contribution conjointe de plusieurs Coopérations (française, autrichienne, taïwanaise, monégasque, suisse, luxembourgeoise) à un panier commun. Ce regroupement des partenaires techniques et financiers (PTF) permet de renforcer l'efficacité de l'aide et contribue à relever le niveau du dialogue avec le gouvernement sur les réformes institutionnelles du sous-secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP).

Le programme vise principalement à renforcer les capacités des institutions nationales liées :

- au financement des formations du capital humain en vue de développer des filières économiquement porteuses de croissance et d'emploi;
- à l'amélioration de l'adéquation formation / emploi par le renforcement des relations fonctionnelles entre les organisations professionnelles et les opérateurs de formation ;
- au renforcement des outils et ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de la formation professionnelle.

Un fonds commun a été mis en place pour financer les nombreuses activités et soutenir principalement le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) qui est

l'outil de référence pour le gouvernement burkinabè dans ce domaine.

Le programme a démarré en 2012 et a permis d'appuyer, jusqu'à fin 2017, la formation de 27 660 jeunes dans des formations modulaires qualifiantes dont une partie s'est présentée au certificat de qualification professionnelle. Pour 2018, il est prévu de former 4 800 personnes supplémentaires.

Le programme a également permis l'élaboration d'une vingtaine de référentiels de formation et de certification surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du bâtiment et travaux publics. Quelques 350 enseignants et formateurs ont été formés à l'exploitation des différents référentiels et 96 spécialistes formés en ingénierie de formation et à l'élaboration des supports de formation. Dans le cadre du programme, différents documents à caractère stratégique et opérationnel ont été élaborés et ont été adoptés par le gouvernement. Il s'agit notamment de la stratégie de généralisation de la formation professionnelle et du plan d'action triennal (2018-2020) de la politique nationale de l'EFTP. Ce dernier document servira de base à la formulation du nouvel appui à l'EFTP au Burkina.

Prévu pour terminer courant 2018, le programme sera succédé par un nouvel appui conjoint des PTF, dont le Luxembourg, au sous-secteur de l'EFTP.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
10 000 000 EUR



Programme d'appui au secteur forestier du Burkina Faso (PASF)

2012 - 2018

BKF/019

Le Programme d'appui au secteur forestier (PASF) souligne l'intérêt porté par la Coopération luxembourgeoise au secteur de la gestion durable des ressources naturelles au Burkina Faso. Innovateur, il s'insère dans une nouvelle approche qui consiste à soutenir la politique nationale du pays. Ainsi, mis en œuvre en exécution nationale par les services du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique (MEEVCC), il s'inscrit parfaitement dans la politique nationale du pays et se base sur le plan de travail de ce ministère. Il s'appuie sur les procédures nationales et structures existantes pour sa mise en œuvre.

Soutenu conjointement avec la Coopération suédoise, le PASF vise tout au long de son exécution à renforcer les capacités des institutions nationales à travers une assistance technique long terme, ainsi que des missions d'expertise perlée. Ces appuis portent essentiellement sur les domaines de la gestion des ressources forestières et des ressources humaines, ainsi que de la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales. Au-delà des nombreux appuis en matière de renforcement des capacités, le PASF met également à disposition des services techniques du MEEVCC les moyens nécessaires pour exécuter la politique sectorielle et notamment des actions contribuant aux objectifs spécifiques suivants :

- contribuer à la gestion durable et participative des productions forestières ;
- accroître la contribution du secteur forestier à l'économie nationale et au bien-être des populations ;
- contribuer à la gouvernance environnementale et à la promotion du développement durable

en renforçant les capacités d'adaptation aux changements climatiques en lien avec la gestion des ressources forestières ;

- appuyer le MEEVCC en vue d'assurer l'efficacité et l'efficience de l'intervention publique dans le secteur forestier.

En plus de l'appui institutionnel au MEEVCC et un appui direct à ce ministère dans la mise en œuvre de ses actions en faveur de la gestion des ressources forestières, le PASF appuie également la mise en place et la montée en puissance du Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE). Ce Fonds est un nouvel outil financier qui permet de canaliser les financements environnementaux nationaux et internationaux au profit de la mise en œuvre de la politique environnementale du Burkina Faso. Le PASF a ainsi permis de financer à ce jour 173 microprojets à caractère environnemental et forestier portés par de multiples promoteurs (services techniques, collectivités, associations, particuliers). Un 3^e appel à projets lancé par le FIE en 2017 permettra de soutenir 197 nouveaux micro-projets en 2018.

Au-delà des subventions à des microprojets, le FIE se verra aussi confier la gestion des fonds relatifs à la réhabilitation des sites miniers et a pour vocation de devenir l'instrument incontournable pour le fonds vert climat au Burkina Faso.

Prévu pour être clôturé dans le courant de 2018, le soutien luxembourgeois au secteur se poursuivra dans le cadre d'un nouvel appui du 3^e Programme indicatif de coopération.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
11 000 000 EUR

Appui au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Burkina Faso



2016 - 2020

BKF/021

Le projet BKF/021 intervient en soutien du Programme d'appui au renforcement des infrastructures de communication (PARICOM) dont l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) est l'unité de gestion et l'agence d'exécution.

Dans le cadre du PARICOM, le projet concourt ainsi à l'objectif global d'améliorer la disponibilité, l'efficacité et l'accessibilité de l'offre de services de communication électronique sur toute l'étendue du territoire. Il poursuit plus spécifiquement l'objectif d'améliorer la qualité, la fiabilité et l'accessibilité des infrastructures de communications, contribuant à l'atteinte des objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. À cet effet, trois résultats sont visés.

Le premier résultat a pour objet la mise en capacité de l'ANPTIC pour qu'elle puisse assurer sa mission de réalisation des projets et programmes de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) du gouvernement.

Le deuxième résultat vise le développement du réseau de télécommunication RESINA+. RESINA+ est le nom de la solution proposée pour renforcer, par technologie satellitaire, le Réseau informatique national de l'administration existant (RESINA) et le rendre accessible sur tout le territoire.

Le troisième résultat a pour objet la livraison de bénéfices sectoriels en utilisant les capacités de l'ANPTIC et du RESINA+.

Le projet BKF/021 présente la particularité de conjuguer trois leviers de développement :

- le technologique permet d'accéder de manière indépendante au réseau mondial internet et de désenclaver le pays ;
- l'organisationnel permet d'accompagner la création et la pérennisation de l'ANPTIC ;
- l'institutionnel permet d'opérationnaliser les cyber-stratégies adoptées.

Initialement prévu pour démarrer en 2014, ce n'est finalement qu'en avril 2017 que le projet a connu son début de mise en œuvre pour une durée de 27 mois. Début mars 2018, l'ensemble des cinq stations satellitaires ont été installées. Une mise en route de la station de Gaoua a été faite lors de la fête nationale en décembre. En 2018, il est prévu de réceptionner les cinq stations prévues et de démarrer les travaux d'extension du réseau hertzien vers 42 des 45 chefs-lieux provinciaux.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
22 300 000 EUR

Appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique



2018 - 2022

BKF/023

Ce nouvel appui constitue la suite logique des actions du 2^e Programme indicatif de coopération en matière de gestion des ressources naturelles et notamment forestières. Avec la contribution au Programme d'appui au secteur forestier (PASF), le ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique (MEEVCC) a notamment pu développer ses différents outils de planification, de pilotage et de suivi de son action et dispose aujourd'hui de son document de politique sectorielle, d'un plan d'action triennal et d'un budget-programme cohérents.

En construisant sur les acquis du PASF et sur le deuxième inventaire forestier, le nouvel appui devra permettre une meilleure connaissance, préservation et gestion durable des ressources forestières ligneuses et non ligneuses par et au profit des populations. Il viendra compléter les efforts du MEEVCC dans la mise en œuvre de sa politique sectorielle et notamment de ses programmes budgétaires «gestion durable des ressources forestières et fauniques», «gouvernance locale et développement durable», «économie verte et changement climatique», ainsi que de son programme «pilotage et soutien».

Le BKF/023, mis en œuvre en exécution nationale, pourra notamment compter sur les capacités de production que le MEEVCC a su développer dans le cadre du PASF. D'autre part, il est envisagé un appui plus conséquent au niveau de certaines directions régionales du MEEVCC en vue d'une extension et meilleure gestion des chantiers d'aménagements forestiers qui approvisionnent les grands centres urbains en bois énergie. Le

BKF/023 appuiera également le transfert de compétences vers les collectivités territoriales et permettra la mise en défens et gestion des espaces de conservation de ces dernières. Ces actions de protection et de gestion durable de la ressource seront complétées par des actions de reforestation. Enfin, il est également prévu un appui à la filière des produits forestiers non ligneux et notamment aux nombreuses associations qui en tirent un revenu important.

Au-delà de ces actions de terrain, le BKF/023 continuera à appuyer le renforcement des capacités du MEEVCC en matière de coordination, pilotage et mise en œuvre de sa politique sectorielle. Subséquemment à la poursuite de l'appui au système d'information forestier et à l'exploitation du 2^e inventaire forestier, le BKF/023 apportera enfin un soutien particulier au fonctionnement du dispositif de suivi-évaluation du MEEVCC.

Lancé en novembre 2017, la formulation du BKF/023 devrait finaliser le document technique et financier pour juin 2018. Le démarrage de l'appui est prévu pour septembre 2018 et devrait ainsi permettre aux services du MEEVCC de maintenir la bonne dynamique développée dans le cadre du PASF.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
17 000 000 EUR



Projet de récupération des terres dégradées en milieu pastoral

2018 - 2021

BKF/024

Le projet BKF/024 repose sur les orientations prioritaires du 3^e Programme indicatif de coopération (PIC) entre le Burkina Faso et le Luxembourg qui identifie la gestion durable des ressources naturelles comme un secteur de concentration. Dans la continuité des appuis du PIC II, il vise à réduire la vulnérabilité des acteurs de l'élevage aux chocs climatiques, et aux réduction et fragmentation des espaces de pâturage par la mise en œuvre d'activités de restauration des ressources pastorales.

La mise à l'échelle des actions de restauration, dans une logique assurant la gestion de la mobilité des troupeaux, est une des conditions de leur durabilité. De même, leur valorisation par les femmes et les plus vulnérables est un facteur qui sera promu. Enfin, le marché carbone offre une opportunité d'assurer une pérennisation de la conservation et préservation des terres récupérées sur le moyen à long terme.

L'objectif spécifique du projet s'aligne sur l'objectif stratégique du programme budgétaire du ministère des Ressources animales et halieutiques (MRAH). Ce programme vise à « créer un environnement sécurisé et favorable à une production durable » et les deux résultats du projet sont alignés sur les actions 1 et 2 de ce programme :

- R1 « Des espaces pastoraux sécurisés sont créés » ;
- R2 « Les espaces pastoraux créés sont opérationnalisés ».

Le projet prévoit ainsi la restauration et la sécurisation, via l'élaboration de 15 chartes foncières, de 10 800 hectares (ha) d'espaces pastoraux venant

s'ajouter aux 8 500 ha de la phase antérieure, le balisage de 60 kilomètres de pistes à bétail et aires de repos, la création de 10 points d'eau, la valorisation des sites restaurés par la fauche et conservation du foin, le développement d'activités génératrices de revenus liées au petit élevage et à la vente de crédits carbone.

Les effets attendus sont l'augmentation des espaces pastoraux fonctionnels, la sécurisation des activités pastorales et la réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs, une représentativité améliorée des femmes dans les instances locales, l'allongement de la durée d'alimentation du bétail dans les terroirs villageois et l'amélioration de la couverture des besoins alimentaires du bétail, ainsi que l'amélioration des revenus des femmes et des personnes défavorisées pour les activités promues.

Le projet interviendra dans sept provinces des régions du Sahel, du Nord et du Centre Nord, totalisant 22 communes. Les bénéficiaires directs et principaux acteurs sont les éleveurs et agropasteurs, les populations ayant droit à des espaces pastoraux restaurés, avec une attention particulière pour les femmes, les jeunes et les personnes défavorisées, les collectivités territoriales et leurs commissions foncières, le MRAH et le ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique, les ONG et associations de développement contractualisées.

Le démarrage du projet est prévu au deuxième semestre 2018.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

Éducation CAST - Appui à la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF)



2018 - 2021

BKF/025

Le développement du système éducatif burkinabè fait depuis longtemps l'objet de planification à long terme. Si le système éducatif a connu une augmentation non négligeable des effectifs à tous les niveaux d'enseignements au cours des 15 dernières années, améliorant ainsi la couverture scolaire, cette dynamique positive est encore loin de couvrir toute la demande sociale potentielle exprimée à travers la population scolarisable.

Au-delà de la couverture scolaire à améliorer, c'est surtout aux problèmes de rétention aux différents niveaux d'enseignements auxquels il faut s'attaquer pour y parvenir. Tenant compte de cette situation et à la faveur de l'élaboration de son nouveau référentiel de développement à savoir le Plan national de développement économique et social (PNDES) sur la période 2016-2020, le Burkina Faso a renouvelé, en juillet 2017, sa planification sectorielle sur la période 2017-2030 avec en perspective, l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) en matière d'éducation et de formation.

L'éducation, l'enseignement et la formation techniques et professionnels faisant partie des secteurs de concentration du 3^e Programme indicatif de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso, il a été convenu d'apporter un appui à la mise en œuvre du PSEF sur la période 2018-2020 à travers le programme

BKF/025. Le cadre logique et les objectifs de cet appui sont alignés sur ceux du PSEF. L'appui est articulé autour de deux composantes à savoir :

- une contribution au Compte d'affectation spéciale du trésor (CAST) ;
- l'appui au renforcement des capacités.

La mise en œuvre du BKF/025 ne fait pas l'objet d'un dispositif spécifique de gestion. En termes de coordination, il s'agit de s'aligner sur le dispositif existant au niveau national. Pour cela, la Coopération luxembourgeoise participera de façon active aux instances de pilotage et de suivi de la mise en œuvre du PSEF. Il s'agit principalement :

- du cadre sectoriel de dialogue qui est l'organe de suivi et d'évaluation du PSEF ;
- du cadre partenarial qui organise le dialogue entre le gouvernement et les PTF de l'enseignement de base ;
- de la mission conjointe de suivi qui réalise un suivi approfondi de l'évolution du secteur éducatif de base et secondaire et formule des recommandations et orientations pour une mise en œuvre efficiente du plan d'actions de l'année en cours.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
7 000 000 EUR

Appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnelles (APOSE) au Burkina Faso



2018 - 2021

BKF/026

En lien avec les secteurs de concentration retenus au titre du 3^e PIC, il est prévu de poursuivre les appuis du BKF/018 à travers le nouveau programme BKF/026 « Appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels (APOSE/EFTP) ». Le BKF/026 est une contribution à un appui conjoint des Coopérations luxembourgeoise, autrichienne, suisse, monégasque et française (à travers l'Agence française de développement), à la mise en œuvre de la politique de l'EFTP. Ces partenaires techniques et financiers (PTF) ont confié le lead de la formulation de l'appui à LuxDev. En amont de la formulation, il est prévu la réalisation du diagnostic des capacités des principales entités en charge de la mise en œuvre de la politique nationale (PN) de l'EFTP.

Le gouvernement burkinabè a élaboré en fin 2017, un plan d'action triennal 2018-2020 de la PN/EFTP. Il s'articule autour de trois programmes visant à améliorer l'accès à l'EFTP (programme 1), améliorer la qualité (programme 2) et renforcer son pilotage (programme 3).

Le BKF/026 consistera en un appui aux actions les plus pertinentes des trois programmes de ce plan d'action triennal, et qui sont à même de contribuer à l'atteinte des objectifs spécifiques qui y sont déclinés.

Les acteurs chargés de piloter la mise en œuvre du plan d'action triennal que sont le ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelles, la Direction générale de l'EFTP du ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) et le Conseil national du patronat burkinabè vont bénéficier d'importants appuis en matière de renforcement des capacités et seront accompagnés à travers un dispositif d'assistance technique consistant.

Le dispositif d'assistance technique, les expertises perlees, les audits et évaluations seront gérés en régie par un des PTF.

La mission de diagnostic démarrera en avril et celle de formulation en mai 2018. Quant au démarrage de l'appui, il est envisagé au quatrième trimestre 2018.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
13 000 000 EUR

Mandat « Agri+ » - Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali



2016 - 2022

Depuis mars 2016, SOS Faim Luxembourg travaille sous un mandat du MAEE à hauteur de 7 millions EUR qui s'étend sur sept ans (2016-2022) et sur deux pays, à savoir le Burkina Faso et le Mali.

Le mandat prévoit la mise en oeuvre du projet « Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Burkina Faso et au Mali », aussi appelé Agri+. Plus de 3,5 MEUR de ce projet sont consacrés au Burkina Faso.

Le dispositif Agri+ comporte deux outils de financement : un fonds de garantie et une ligne de crédit ainsi qu'un programme de formation spécifique sur le financement agricole pour les organisations professionnelles agricoles (OPA). Le fonds de garantie limite le risque des institutions financières lorsqu'elles accordent des cré-

ditions dans le cadre de l'agriculture familiale et la ligne de crédit est dédiée à la microfinance.

Grâce à ces deux outils, les exploitations familiales et les organisations de producteurs agricoles peuvent recourir à des financements à moyen et long terme, adaptés à leurs besoins.

Agri+ vise à instaurer une meilleure interaction et une confiance accrue entre le secteur agricole familial et le secteur financier, en particulier les organisations paysannes et les institutions de financement rural. Cette dynamique d'apprentissage et de compréhension mutuelle devrait favoriser l'inclusion financière agricole familiale au Burkina Faso.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
volet Burkina Faso : environ 3 524 650 EUR



© Atelier Performances

Jeunesse entreprenante et citoyenne

2018 - 2019

La Coopération luxembourgeoise contribue au projet « Jeunesse entreprenante et citoyenne » du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce programme, inspiré de la mise en œuvre de l'initiative YouthConnekt déjà expérimentée avec succès au Rwanda, intervient comme l'acteur manquant de la chaîne vers l'atteinte des objectifs en matière d'emploi, d'entrepreneuriat et de citoyenneté active des jeunes et catalyseur de nouvelles approches de travail. La finalité de ce programme est d'opti-

miser la contribution des jeunes et des femmes des 13 régions du Burkina Faso au développement économique et social durable du pays à travers le renforcement de leur autonomisation économique et leur contribution accrue à la résolution de problèmes sociétaux. Ce projet est en adéquation avec les résultats attendus par le PNUD dans le cadre de son document de programme pays pour la période 2018-2020.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 500 000 EUR

Autonomisation, accès à la santé sexuelle et reproductive et meilleure implication des femmes et jeunes vulnérables dans la protection de l'environnement et la prévention et gestion de conflits au Burkina Faso

2018 - 2021

Dans le cadre du PIC III entre le Luxembourg et le Burkina Faso, la Coopération luxembourgeoise contribue à hauteur de 5 000 400 EUR au projet « Autonomisation, accès à la santé sexuelle et reproductive et meilleure implication des femmes et jeunes vulnérables dans la protection de l'environnement et la prévention et gestion de conflits au Burkina Faso » proposé par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Le projet est réalisé sur une durée de quatre ans

(2018-2021). Il vise à renforcer la résilience et l'autonomisation socio-économique des femmes rurales des diverses régions cibles et à améliorer l'accès des adolescent(e)s et jeunes aux services de qualité en matière de santé sexuelle et de reproduction ainsi qu'aux compétences de vie courantes/employabilité.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 000 400 EUR

Partenariat UE-LU-OMS sur la Couverture sanitaire universelle (CSU)

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siègeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et responsable

pour le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siègeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et responsable pour le Mali, le Sénégal et le Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Burkina Faso, le partenariat a élaboré une méthodologie pour les comptes nationaux de la santé adaptée au contexte du pays. Le partenariat a soutenu la collecte de données et l'analyse des résultats des comptes nationaux de la santé pour avoir une meilleure idée des coûts incombant aux ménages pour les soins et services de santé. Ces activités ont contribué à mettre en œuvre la gratuité des services de santé pendant la grossesse et l'accouchement.

Le partenariat a mené un nombre d'activités de plaidoyer soutenant la préparation et l'adoption d'une loi nationale sur la couverture sanitaire universelle.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
13 000 000 EUR

Partenariat entre la BCEAO et la House of Training/ATTF

2013 - 2018

En 2016, la Coopération luxembourgeoise a renouvelé la convention de financement (2016-2018) avec la House of Training/ATTF, visant à apporter une assistance technique à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de formations dans le domaine bancaire et financier.

Destinés à des entités publiques et privées issues des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les appuis en formation délivrés répondent à des besoins

spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre ouest-africain de formation et d'études bancaires (COFEB). Dans les pays de la sous-région, 24 séminaires avec environ 650 participants ont été organisés. Cinq séminaires sont prévus en 2018, ciblant les thèmes de l'implémentation de Bâle II-III en UEMOA, audit et contrôle internes, et cyber sécurité.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

Union africaine - AXIS

2010 - 2018

La Coopération luxembourgeoise, à travers son agence d'exécution LuxDev, assure le rôle de lead financier du projet « *African Internet Exchange System* » initié par l'Union africaine dans le cadre du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Prolongé jusqu'en 2018, le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain. Il prévoit ainsi la mise en place de points d'échange internet dans les 33 pays africains qui ne disposent pas encore d'une telle infrastructure et la création de cinq hubs internet régionaux. Ce projet permettra ainsi de dégager d'importantes économies – estimées à 300 millions EUR par an – en évitant aux flux internet africains de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

C'est dans ce contexte que le Burkina Faso a lancé son premier point d'échange internet en juin 2015 à Ouagadougou, qui lui permettra d'améliorer la fluidité des services internet au Burkina Faso.

Budget total : 5 350 000 EUR

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique

2016 - 2022

Depuis 2016, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère des Finances appuient le centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de

permettre aux huit pays de l'UEMOA de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise et du ministère des Finances : 5 000 000 EUR

Gestion d'urgence et de sécurité sanitaire des aliments

2018 - 2020

Au Burkina Faso tout comme dans les autres pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les systèmes de sécurité sanitaire des aliments font face à de nombreux défis et les maladies d'origine alimentaire y sévissent de façon récurrente et pèsent lourdement sur des systèmes de santé déjà fragilisés et en déficit de ressources. Leur coût très élevé a un impact négatif sur la productivité et la croissance économique et limite la capacité des gouvernements à investir dans la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et les programmes de développement.

Ce nouveau projet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit ainsi un renforcement du système natio-

nal de sécurité sanitaire des aliments du Burkina Faso par un partage d'expérience avec le Sénégal pour permettre au Burkina Faso de disposer également d'un plan national de réponse, dans le cadre d'une collaboration tripartite (coopération Sud-Sud et triangulaire). Le projet visera aussi un renforcement de capacité dans le domaine de la « surveillance intégrée » de la chaîne alimentaire qui sera développée selon l'approche « Une seule santé », pour parvenir à une amélioration des résultats pour tous les secteurs et traiter efficacement les problèmes qui émergent à l'interface des différents secteurs concernés.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
950 000 EUR

FEVE III – Lutte contre le VIH/Sida

2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Burkina Faso un projet qui porte sur la lutte contre le Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/ SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 –

2020) » est le seul à l'échelle sous-régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Sénégal, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali et le Niger.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 338 148 EUR

Projets de Coopération des ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, l'Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise, ECPAT Luxembourg a.s.b.l., Handicap International Luxembourg a.s.b.l., Frères des Hommes a.s.b.l., la Fondation Follereau Luxembourg, la Fondation Chrétiens pour le Sahel et SOS Faim a.s.b.l. en consortium avec l'Action Solidarité Tiers Monde a.s.b.l. mettent actuellement en œuvre 37 projets qui se situent dans les domaines du droit à la personne, du développement rural, des ressources en terres cultivables, des services médicaux, de l'infrastructure pour la santé de base, des organisations et institutions pour

l'égalité des femmes, le logement à coût réduit, la participation démocratique et société civile, des services sociaux, de la production agricole, de l'approvisionnement en eau potable, de l'éducation et de la formation plurisectorielle et professionnelle, de la santé, de l'habitation, ainsi que des intermédiaires financiers du secteur informel ou semi-informel.

Le budget total de ces projets est de 11 020 621 EUR. Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du Ministère à ces projets s'élève ainsi à 8 826 137 EUR

Parmi les ONG actuellement sous cofinancement, la Fondation Dr. Elvire Engel, Le Soleil dans la Main a.s.b.l., et Lëtzebuurger Landjugend a Jongbaueren a.s.b.l. mettent en œuvre 6 projets qui se situent dans les domaines des organisations et institutions pour l'égalité des femmes, de la lutte contre les MST et VIH/sida, de l'aide plurisectorielle pour les services sociaux de base,

des équipements scolaires et de la formation et du développement agricole.

Le budget total de ces projets est de 3 961 029 EUR. Le taux de cofinancement est de 75 % et l'appui du Ministère à ces projets s'élève ainsi à 2 970 771 EUR

Chaque année, l'ambassade du Luxembourg à Ouagadougou dispose d'un budget de 50 000 EUR pour soutenir des activités d'organisations locales. Ces microprojets, d'une durée maximale d'un an, concernent divers domaines

tels que la culture, la santé, l'agriculture ou autres et peuvent bénéficier d'un montant maximum de 15 000 EUR par projet.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
50 000 EUR

Action humanitaire

En 2015, une contribution de 33 793 EUR a été attribuée à Handicap International Luxembourg pour le projet FORCE afin de soutenir les femmes maliennes et burkinabés pour rétablir la cohésion et l'entente. Dans cette même année, le Luxembourg a alloué 85 000 EUR aux efforts du BCPR/PNUD pour améliorer les capacités de réponse en termes de réhabilitation et de reconstruction dans le cadre du projet «PDNA (Post-disaster needs assessment) roll-out».

En 2016, l'ONG «Chrëschte mam Sahel» a reçu une contribution de 42 500 EUR pour la mise en œuvre d'un projet d'aide en faveur de 700 ménages sinistrés suite aux inondations de la campagne agricole en 2015-2016 dans le district

de Nouna. Enfin, une contribution de 85 000 EUR a été allouée au BCPR/PNUD pour soutenir le gouvernement à développer et mettre en œuvre des politiques, des cadres institutionnels et des mécanismes lui permettant de gérer à bien les processus de réhabilitation et de reconstruction suite à des catastrophes naturelles.

En 2017, le Ministère a déboursé un montant de 120 000 EUR en faveur de la Croix-Rouge luxembourgeoise pour la mise en œuvre d'un projet d'assistance en habitat, d'hygiène et d'assainissement sur le site d'accueil de Kpuéré en faveur de plus de 600 personnes.

Pour l'année 2018, une contribution de 250 000 EUR est prévue.



Business Partnership Facility

2016 - 2018

La Business Partnership Facility (BPF) est un outil de la Coopération au développement luxembourgeoise qui vise à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables. Les secteurs éligibles pour un cofinancement sont :

- le biohealth;
- les technologies de l'information et de la communication;

- le fintech;
- l'éco-innovation/économie circulaire; et
- la logistique.

Dotée d'un million EUR par an, elle cible les pays partenaires du Luxembourg, dont le Burkina Faso.

Un soutien a été accordé à un projet facilitant le développement de plans d'affaires en ligne auprès de la Maison de l'entrepreneuriat du Burkina Faso, alors que d'autres projets pourraient suivre en 2018.



© L2BW

Aide au développement autonome (ADA)

ADA, une ONG luxembourgeoise spécialisée en microfinance, soutient le Burkina Faso dans l'amélioration de l'inclusion financière. En vue d'améliorer les processus, procédures et outils des institutions de microfinance leur permettant une mise en œuvre des pratiques optimales

en gouvernance, ADA développe un outil d'évaluation, couplé avec un programme de coaching individuel pour cinq pays de la région, dont le Burkina Faso.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
107 481 EUR

01/01/2018 - 31/12/2018

Dans le cadre de ses activités, ADA a identifié un fort besoin d'accompagnement des institutions de microfinance (IMF) pour développer des produits et/ou services en matière de financement de l'agriculture.

Par conséquent, un appui technique en finance agricole est offert, intégrant une composante coa-

ching, le but étant de permettre aux institutions financières sélectionnées de développer des services financiers adaptés à leurs clientèles au sein des chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
130 360 EUR

2017 - 2020

Dans le cadre de son initiative en finance digitale, ADA apportera son expertise et cofinancera les projets digitaux de 4 IMF burkinabè.

Contribution de la Coopération
luxembourgeoise 2018: 100 000 EUR

ADA continue à soutenir la Confédération des institutions financières (CIF) qui regroupe six institutions financières dans cinq pays de l'Ouest africain dont le Réseau des caisses populaires du Burkina Faso.

Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF)

Le Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF) est un fonds social qui vise à contribuer à la réduction de la pauvreté en soutenant des organisations qui renforcent les capacités de leurs clients et stimulent l'esprit d'entrepreneuriat, avec une attention particulière pour les popula-

tions les plus exclues. Le Fonds facilite l'accès à la finance responsable en établissant des liens durables entre les investisseurs, les institutions de microfinance et les bénéficiaires ultimes.

Investissement actuel au Burkina Faso :
900 000 EUR

Cadre intégré renforcé de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

2009 - 2022

Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un programme multi-donateurs lié directement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui aide les pays les moins avancés (PMA) à jouer un rôle plus actif dans le système commercial multilatéral.

Tandis qu'un soutien au niveau de la gouvernance est souvent fourni, le CIR soutient les secteurs

identifiés comme prometteurs, notamment celui de l'agrobusiness, à travers des projets favorisant la commercialisation de la mangue séchée et des noix de cajou au Burkina Faso.

Contribution globale de la
Coopération luxembourgeoise: 9 000 000 EUR

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou, Burkina Faso

Nicole Bintner-Bakshian

Ambassadeur non résident

Lot 43, route de l'Aéroport
Dakar/Yoff. B.P. : 11750
Dakar/Peytavin

Email: **secretariat.dakar@mae.etat.lu**
Tel: (221) 33 869 59 59
Fax: (221) 33 869 59 60

Max Lamesch

Chargé d'Affaires

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg

937 Avenue Kwamé N'krumah
11 B.P. 1609 CMS
Ouagadougou 11
BURKINA FASO

Email: **ouagadougou.amb@mae.etat.lu**
Tel: (226) 25 30 13 38
Tel (Mobile): (226) 76 45 45 20
Fax: (226) 25 30 13 40

Direction de la coopération au développe- ment et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Dominique Chevolet

*Attaché de Légation
Desk Burkina Faso*

Email: **dominique.chevolet@mae.etat.lu**
Tel: (352) 2478 2338
Fax: (352) 46 38 42

LuxDev Ouagadougou

Max Glesener

Représentant régional pour le Burkina Faso, Niger

Bureau régional de Ouagadougou
B.P. n°513
Ouagadougou 11
BURKINA FASO

Email: **rof.oua@luxdev.lu**
Tel: (226) 25 30 15 04
Fax: (226) 25 30 15 06

LuxDev Siège

Igor Wajnsztok

Conseiller Programmes

LuxDev

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: **wajnsztok@luxdev.lu**
Tel: (352) 29 58 58 253
Fax: (352) 29 58 58 200







Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

en mai 2018

<https://cooperation.gouvernement.lu>
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg